

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste léniniste

HEBDOMADAIRE N° 91 / 15 NOVEMBRE 1973 / PRIX 1 F / CCP FRONT ROUGE 31-191-14 LA SOURCE / BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

MESSMER AFFAMEUR! A BAS LA PENURIE A BAS LES HAUSSES



Contre la baisse des prix à la production et la hausse des prix à la consommation manifestation de paysans à Besançon.

AUGMENTATION DES SALAIRES



malgré les
tentatives de
démantèlement

LES LIPS TIENDRONT



contre les hausses augmentation des salaires

MESSMER AFFAMEUR!

HALTE A LA PENURIE

HALTE AUX HAUSSES

éditorial

un an de hausse des prix ... un an de bluff

Le plan de blocage des prix annoncé par le gouvernement est une grosse opération de bluff, dans la lignée des mesures appliquées depuis 1 an. L'expérience de l'année écoulée, une année de mensonges flagrants sur les hausses, suffit à mettre les travailleurs en garde !

En Décembre 72, Giscard d'Estaing et Messmer mettaient au point un plan de lutte contre la hausse des prix. Au bout d'un an, les prix enregistrant la hausse record de 11% tandis que les seuls prix alimentaires augmentaient de 15% (indice CGT).

Et pourtant en pratiquant la baisse de la TVA sur plusieurs produits, (viande, pâtisserie, chaussures, etc...) Giscard prétendait il y a un an que les prix resteraient stables. Ainsi l'indice officiel de janvier marquait 0%. Cet indice cachait en réalité une hausse considérable des prix ; la baisse de la TVA aurait dû, en fait, conduire à une baisse des prix affichés. Mais très souvent les commerçants et les

intermédiaires capitalistes se sont contentés d'empocher directement cette baisse de TVA, sans répercussion pour l'acheteur. Giscard y est arrivé en faisant valser les étiquettes en 72. Ainsi dans un grand magasin Mammoth : les prix du dentifrice ultra brite sont passés de 1,90 début décembre à 2,49 à la mi-décembre pour revenir à 1,90 en janvier ; la baisse de la TVA a conduit à une augmentation des bénéfices du grand magasin.

L'exemple de la viande est encore plus criant : comme la TVA a été supprimée les prix auraient dû baisser de 7% en janvier 72, en fait il n'en a rien été. Malgré la baisse de TVA les prix de la viande n'ont pas bougé entre décembre et janvier.

Tandis que le gouvernement prétendait mener cette lutte contre la hausse des prix, il multipliait les hausses de son côté :

— 3 augmentations du prix de

l'essence : 1 c. en décembre 72, 4 c. au 1er juin, 10 c. au 1er novembre soit 12% en un an.

— augmentation des transports SNCF de 5%, de l'électricité, du gaz, du téléphone.

— Il a pris en outre les décrets autorisant des hausses de prix d'importance du pain, des loyers, des charges.

Ainsi la prétendue lutte contre l'inflation de décembre 72 n'était qu'une vaste opération de bluff : dès le mois de Mars l'indice des prix indiquait une hausse mensuelle de 0,9% égale à celle de nov. 72. Le but du gouvernement était d'avoir des hausses de prix de 0% pour le mois de Janvier à annoncer début mars au moment des élections. Si pendant 1 an le gouvernement a poursuivi de plus en plus difficilement son bluff, aujourd'hui il fait preuve du plus grand cynisme, en ne cachant pas que les prix continueraient à monter en novembre et en décembre, sous prétexte que la hausse du pétrole va

avoir un effet économique de hausse de 0,6%. Les prétendues mesures de blocage des prix ne bloqueraient en fait rien du tout. Elles préparent le blocage des salaires !

Ainsi le 1er nov. Giscard proposait aux ministres des finances européens de bloquer les prix et LES SALAIRES : En Angleterre une telle politique est menée depuis plus d'un an. Si les salaires ont effectivement été bloqués, les prix eux, ont grimpé en flèche. Par exemple la seule viande de bœuf a augmenté de 40% en 3 mois, tandis que les salaires restaient bloqués.

Ainsi dans tous les pays impérialistes un plan de lutte contre l'inflation, c'est d'abord un plan de blocage des salaires, que l'on fait accepter par un prétendu blocage des prix.

La seule politique que la bourgeoisie mette en œuvre contre l'inflation c'est de faire supporter par la classe ouvrière l'essentiel de la crise.

A L'ACTION POUR NOS REVENDICATIONS !

la campagne de la "gauche" : où sont les vraies revendications des travailleurs ?

Prétendant mener la lutte contre la vie chère, syndicats et partis réformistes et révisionnistes (CGT - CFDT - P.C.F. - PS - PSU - Rad de gauche) se sont réunis pour mettre sur pied les bases d'une campagne qu'ils veulent «Vaste nationale et unitaire».

Ce plan des révisionnistes et des réformistes est actuellement présenté comme la base d'une action efficace comme la base d'une unité très large qu'on aurait jamais connue depuis 1936. N'en restons pas aux mots !

La bourgeoisie actuellement impose un plan bidon de lutte contre l'inflation. Le plan des réformistes et des révisionnistes veut aller plus loin mais il ne tient aucun compte des visées réelles de la bourgeoisie : LE BLOCAGE DES SALAIRES. Lutter contre la vie chère aujourd'hui, c'est aussi et surtout lutter dans les usines pour les augmentations de salaires, contre toutes les tentatives actuelles et à venir de limiter puis de bloquer la hausse des salaires.

Que répond à cela le plan des réformistes et des révisionnistes ?

— La fixation du SMIC à 1100 F ! alors que depuis plus d'un an et actuellement à Caen, Lannion, Laval, La Rochelle, les ouvriers font grève pour réclamer des augmentations bien plus fortes, comme les ouvriers de Peugeot qui réclament 1.500 F par mois pour 40 h ; réformistes et révisionnistes se contentent de maintenir une revendication qui est bien en dessous des besoins minimum de la classe ouvrière.

— Une mention rapide en une ligne à la menace de blocage des salaires «opposition à toute tentative de blocage des salaires» noyée au milieu du reste. Où, par quels moyens ? Aucune précision bien sûr !

— Quand on sait par ailleurs, que ce plan des réformistes et des révisionnistes a été préparé par un certain nombre de concertations, entre autre, entre la CGT et la CGC (!) on comprend mieux pourquoi le plan est si discret sur la question des salaires. Malterre,

les "contrats de progrès" un moyen pour bloquer les salaires

Bergeron, dirigeant du syndicat jaune FO, en sortant d'un de ses entretiens coutumiers avec Pompidou a poussé, un cri de victoire : «la politique contractuelle ne sera pas remise en cause» ; Il a même précisé : «si d'aventure les mesures anti-inflationnistes envisagées s'avéraient incompatibles avec le respect de la politique contractuelle, elles ne seraient pas prises».

Les travailleurs apprécieront ! tous ceux du secteur nationalisé qui ont «bénéficié» de cette fameuse politique contractuelle.

Les ouvriers de Renault par exemple auxquels un contrat de progrès signé en janvier 73 accordait (soi-disant) pour cette année 2% d'augmentation en plus de l'indice (truqué) officiel. Si les résultats définitifs de 73 ne sont pas encore connus, on devine aisément leur contenu. Pour 1972, le gouvernement a déclaré que le contrat avait permis une augmentation de 1,5% en plus de l'indice officiel. Or en 1972, la hausse des prix a été de 6,9% (suivant l'indice officiel truqué de l'INSEE), mais l'indice, truqué lui aussi, de la CGT donnait 9,24% d'augmentation des prix pour l'année. Si bien que cette soi-disant hausse du pouvoir d'achat garantie par le contrat s'est transformée en une baisse de 0,84% d'après l'indice CGT : ce qui veut dire que dans la réalité cette baisse est bien plus importante ! Avec l'inflation galopante de cette année, on imagine aisément l'ampleur de cette

dirigeant de la CGC a osé déclarer à Europe No 1 que c'étaient les cadres qui, jusqu'à maintenant avaient fait les frais de la hausse des salaires, entre autre à cause des ouvriers, qui ne réclamaient plus que des hausses non hiérarchisées.

Au cours de sa rencontre avec Malterre, la CGT accompagnée de représentants de l'UGICT (organisation de cadres affiliés à la CGT) a repris à son compte cette déclaration de guerre contre les augmentations de salaires non hiérarchisées. Elle a ramené sa fameuse grille hiérarchique unique de l'OS à l'ingénieur et «rejeté toute formule de



transfert entre les catégories de salaires». En clair, au moment où dans de nombreuses usines de France les ouvriers ne réclament plus que des augmentations non hiérarchisées, 300 F à Jaeger-Caen, 200 F à Creusot Loire Ondaine actuellement pour ne citer que deux exemples récents. Les révisionnistes se rangent aux côtés des cadres et de leurs organisations c'est à dire contre les ouvriers.

Quand on se met comme les révisionnistes et les réformistes à la ramorque des revendications réactionnaires des cadres, dans la lutte pour les salaires, quand on met les questions des salaires, fondamentales à

RHÔNE-POULENC : 100f. d'augmentation

A Rhône Poulenc Vitry, depuis quelques jours, certains ateliers de fabrication commencent à bouger ; devant la hausse des prix et les conditions de travail de plus en plus difficiles, la réaction des ouvriers ne s'est pas fait attendre ; les uns ont déposé leurs cahiers de revendications, d'autres dans d'autres secteurs comme aux «bismuth», «bromures», «pigments», aux «accélérateurs» ont déjà fait plusieurs heures de grève répétées journalièrement.

Les revendications :

— 100 F d'augmentation par mois (50 F dans certains ateliers) ce qui signifie pas un seul salaire au-dessous de 1500 F (pour 40 h par mois)

— passage à la catégorie supérieure pour tous.

— un seul salaire par catégorie basé sur le salaire le plus élevé de la catégorie.

— et des revendications propres à chaque atelier sur les conditions de travail, hygiène et sécurité.

L'action s'engage à peine, mais déjà plusieurs faits sont à remarquer :

— d'abord la détermination des ouvriers à combattre, à réagir promptement contre l'accélération du travail ; ce sont les ouvriers eux-mêmes qui ont déterminé leurs revendications justes : l'augmentation des salaires égale pour tous, un seul salaire par catégorie ; pour lutter contre la division, ils tiennent eux-mêmes comme cela se fait aux «accélérateurs» à prendre en main l'élaboration des tracts et leur diffusion ; les plus conscients se mettent en garde contre certains mots d'ordre de la CGT qui tenteraient de casser le mouvement : «attention, quand une action commence, les rapaces (des délégués révisionnistes de la CGT) arrivent toujours à point».

— De fait certaines interventions de la CGT tendent déjà à démobiliser : «vous voyez vous-mêmes, camarades, si 4 heures de grève ça vous fait perdre trop d'argent, n'en faites que 2». Dans certains ateliers, où elle est un peu influente, elle tente de faire passer en premier lieu l'augmentation (hiérarchisée) de la valeur au point. La direction s'en tient, pour le moment, à une attitude de fermeté : refus catégorique de satisfaire la moindre revendication, y compris sur l'hygiène et la sécurité (Bât.55) afin de décourager les ouvriers de toute action ; pressions, tentatives de division par des augmentations individuelles «bien choisies»

discussion du budget à l'assemblée : GALLEY RECLAME DES CREDITS POUR LUTTER CONTRE "L'ENNEMI DE L'INTERIEUR"

C'est au petit matin que, vendredi dernier, les députés sont allés se coucher après toute une nuit de débat sur le budget militaire. Ils venaient de voter les crédits demandés par Galley. Pas de surprise possible puisque, de toute façon, en démocratie bourgeoise, le Parlement n'a en fait aucun pouvoir de décision, aucun pouvoir de modifier le budget qui lui est proposé. De toute façon, l'utilisation précise des crédits votés n'est évidemment pas expliquée au parlement : personne ne sait exactement combien coûte aux travailleurs qui payent l'impôt la force de frappe ou la D.O.T. (Défense Opérationnelle du Territoire).

Une partie importante du budget militaire concerne l'arme nucléaire. Galley a développé les arguments habituels du genre : nous voulons du bien à tout le monde mais comme ce n'est pas précisément réciproque, il faut bien être prêts à se défendre et somme toute la Bombe est la plus propre à «décourager l'agression». Aucun député de droite ou de gauche n'a mis réellement en question cette présentation enjolivée de l'impérialisme français, c'est une arme pour préserver ses intérêts impérialistes, maintenir sous sa coupe les peuples qu'elle opprime (colonies et néocolonies), marquer des points dans la lutte avec les impérialistes concurrents.

Au delà du problème précis de l'arme nucléaire, un autre débat de fond a été escamoté comme on pouvait s'y attendre : il a été beaucoup question de la répartition des crédits sans que soit posée la question «des crédits pour quoi faire», des crédits pour

quelle armée ? L'armée de la nation comme dit Galley ? Mais dans un système de classes, l'armée n'est pas au-dessus des classes et toute l'histoire passée et présente nous le prouve. Qui est chargé de briser les grèves des éboueurs ? C'est l'armée de la bourgeoisie. D'investir les usines occupées par les ouvriers ? Bien souvent l'armée bourgeoise. De réprimer la lutte des peuples opprimés au Tchad, aux Antilles ? Encore l'armée bourgeoise. Et quand le masque démocratique est tombé, c'est aux baïonnettes que la bourgeoisie fait ouvertement appel comme au temps de la Commune, ou en Espagne républicaine ou tout dernièrement au Chili, la répression fasciste de la junte militaire de Pinochet.

Et Galley, le premier, ne cache à personne que parmi les tâches de l'armée figure en bonne place ce qu'il appelle la «lutte contre l'ennemi de l'intérieur», de même qu'il rappelle que l'armée du capital sera le rempart de notre société contre toute contestation. Il est bien placé pour savoir par exemple que la Défense Opérationnelle du Territoire a pour but de «parer à la subversion», c'est à dire en clair de combattre la prise du pouvoir par le prolétariat : il s'agit bien d'une contre-révolution ouverte que prépare la bourgeoisie en prévoyant son retrait à la campagne, essayant de préparer déjà la population de la campagne à l'aider.

Face à ce problème, les critiques que font les révisionnistes et réformistes à la majorité sont significatives de leur trahison des intérêts de la classe

ouvrière. Que reproche le révisionniste P. Villon à Galley ? C'est... d'insulter l'armée !

Assumant vaillamment la défense de l'armée bourgeoise, P. Villon critique le choix de l'arme nucléaire qui conduit à «traiter les autres forces armées en parents pauvres». Enfin, si la D.O.T. est critiquable, c'est parce que «l'armée ne doit avoir d'autre mission que la défense nationale», la transformer en «armée de guerre civile» paraît de toute façon aberrant à P. Villon puisque l'éventualité d'une «insurrection populaire» chez nos voisins comme chez nous lui paraît stupide.

L'exemple du Chili n'est pourtant pas si loin pour cloquer le bec aux révisionnistes qui s'emploient à convaincre la classe ouvrière de France que Galley a bien raison d'affirmer «l'armée est la nation en armes» et qu'on peut «compter sur le loyalisme sans faille des officiers de carrière» (cf Programme Commun).

Stigmatisant les «insultes» lancées par les «gauchistes» à l'armée, les révisionnistes font cheer avec Galley qui affirme : «les ennemis de l'armée sont les ennemis de la nation» et qui leur promet des «réactions vigoureuses». Bien sûr, comme dit Galley, «le milieu politique responsable non seulement de la majorité, mais aussi de l'opposition» réprovoque les «atteintes au moral de l'armée» mais les sujets de préoccupation ne lui manquent pas : le mouvement de la jeunesse contre l'armée qui affirmait des mots d'ordre justes comme «A bas l'armée du capital» inquiète la bourgeoisie.

APRES LES FLICS PROXENETES, DES FLICS TUEURS ET CHEFS DE GANGS !

Depuis que le fameux commissaire Tonnot et le chef de la brigade anti-gang Javilleux se sont illustrés dans le proxénétisme à Lyon, les policiers se livrent une rude concurrence : c'est à qui accomplira les forfaits les plus spectaculaires.

Ainsi, récemment, à Nice, un gang de 25 flics a été démantelé. Ces policiers utilisés à police-secours cambriolaient les magasins ou les maisons qu'ils étaient chargés de surveiller.

A ce bilan s'ajoutent les crimes, pur et simple, commis par des policiers. Ainsi à Lyon, le gendarme Claude Astier assassine Mme Jeanette Atamian, à Chelles, le gardien de la paix Roger Tellier blesse mortellement un homme dans un bar.

Après les policiers proxénètes et les assassins, voici les flics cambrioleurs. Ces scandales policiers ont fait pousser des cris aux bourgeois et aux réformistes de toutes nuances, du PS à «Libération» en passant par les révisionnistes. Tous prétendent que s'il y a des brebis galeuses, il y a également d'honnêtes gens parmi les policiers qui ne se permettent pas de tels forfaits.

Certes, tous les policiers ne sont pas des gangsters au sens «pénal» du terme, mais là n'est pas le problème. Dans l'exercice de ses fonctions, la police matraque, tabasse, assassine sans que les auteurs soient poursuivis d'une quelconque manière. Et ces agressions ne sont que très peu dévolées par la presse, donnent rarement lieu à des campagnes :

— à Fresnes, au mois de Juin, les policiers font mourir la jeune Malika en l'interrogeant brutalement. En octobre, ils brutalisent son frère jumeau,

— à Versailles, Mohammed Diab est assassiné dans le commissariat en novembre 72. En octobre 73, c'est au tour d'un jeune malgache J. Claude Mara d'être agressé au revolver par les policiers de Versailles.

— A Grenoble, fin octobre, deux jeunes étrangers sont agressés par balle au cours d'une vérification d'identité, selon toute vraisemblance par des policiers.

La liste des agressions policières qui visent les jeunes et les travailleurs est longue même si elle est entourée de silence par la bourgeoisie :

Chaque jour dans les commissariats, des travailleurs immigrés sont tabassés. Au cours des campagnes racistes la police laisse agir les tueurs et refuse les dépositions des victimes d'agression, comme cela a été le cas à Thionville en septembre 73. Parfois même, ils participent directement aux agressions racistes comme les flics cannois condamnés pour avoir sauvagement blessé un tunisien en septembre 73. Pour 3 flics condamnés (à des peines légères) combien restent impunis ? Les agresseurs de Richard Deshayes, blessé par une grenade à tir tendu, ont-ils été recherchés ? Les assassins du jeune Communiste Marxiste-Léniniste Gilles Tautin, assassiné à Flins en juin 1968, ont-ils été recherchés ?

Les assassins de Beylot et Blanchet ouvriers de Peugeot Sochaux tués par balle en juin 68, ont-ils été punis ? Les assassins de Mohammed Diab ont-ils été poursuivis ?

NON, car le rôle de la police contrairement à ce que prétend le P.C.F n'est pas de protéger les citoyens et d'aider les vieux à traverser les clous, mais bien de primer la classe ouvrière, de maintenir coûte que coûte, y compris en assassinant la dictature de la bourgeoisie.

Puisque leur «mission» est : maintenir la dictature de la bourgeoisie, il est bien normal que de nombreux policiers se permettent dans les vices propres à la bourgeoisie : les plus grands proxénètes, les pires gangsters ne sont-ils pas après tout «d'honnêtes bourgeois», comme l'ex-député de Lyon Charret ?

La bourgeoisie laisse la plupart du temps des policiers accomplir presque impunément des actions crapuleuses parce que pour elle, l'essentiel est que la police soit efficace dans la répression de la classe ouvrière.

La dictature de la bourgeoisie n'est-elle pas une longue série de crimes d'assassinats, de vols, d'expropriations contre les ouvriers et les masses populaires ?

A BAS LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE
POLICE POURRIE, POLICE DU CAPITAL
A BAS LA POLICE DU CAPITAL
A BAS L'ETAT BOURGEOIS

manœuvres pour empêcher les assemblées ouvrières.

Les Communistes Marxistes-Léninistes de l'usine participent activement à la mobilisation et montrent, dans la lutte, la voie claire du syndicalisme révolutionnaire.

L'action continue.

Correspondant Rhône - Poulenc 11/11/73

LIP... ...APRES LA MARCHÉ

Au lendemain de la marche sur Besançon, une nouvelle étape s'est ouverte pour les ouvriers de Lip, caractérisée par :
- la rupture des négociations,
- les tentatives de division des révisionnistes de la C.G.T. qui attaquent ouvertement le Comité d'Action.

Après plus de 6 mois de lutte, il fallait redéfinir des objectifs face à cette situation nouvelle. Les ouvriers de LIP ont décidé de lancer une vaste campagne de popularisation pour faire face à l'offensive de la bourgeoisie et aux manœuvres de division de la CGT. Les ouvriers font du porte à porte dans les quartiers ouvriers, interviennent sur les marchés avec des voitures sono, et, chaque jour, ils vont expliquer le sens de leur lutte aux ouvriers d'autres villes. Partout, ils rencontrent un écho favorable chez les travailleurs. Aujourd'hui, la tactique de la bourgeoisie est claire : après avoir fait chasser les ouvriers de l'usine par ses flics, elle compte principalement sur le pourrissement de la lutte et sur le découragement des travailleurs. Pour cela, elle peut s'appuyer sur

dijon... soutien à lip

Suite à l'initiative de quelques syndicalistes révolutionnaires de Manubat qui ont fait signer une motion de soutien à Lip par une quarantaine d'ouvriers, il a été décidé de créer un Comité de Soutien avec des ouvriers d'autres usines. Jeudi 8, intervention à l'usine AMORA, diffusion d'un tract du «Comité de Soutien des Ouvriers de Dijon aux Travailleurs de Lip», appelant à soutenir les Lip.

Des autocollants de soutien diffusés à la porte de l'usine ont été collés par les travailleurs d'Amora à l'intérieur de l'usine. Un ouvrier du Comité de Soutien a proposé aux délégués de la CGT d'Amora de faire signer la pétition du Comité de Soutien. Après explications, les délégués CGT ont fait signer cette pétition tout l'après-midi et ont recueilli des dizaines de signatures, bien que la pétition attaque les positions de la direction CGT sur Lip. A Manubat, un délégué CFDT de l'usine, après discussion avec un ouvrier de Manubat du Comité de Soutien, a accepté de la soutenir et d'appeler à signer la pétition géante qui sera présentée lors d'une prochaine intervention à la porte de l'usine. Samedi 10, sur le marché central de Dijon, des ouvriers du Comité de Soutien sont intervenus avec des panneaux qui ont été lus par de nombreux travailleurs français et immigrés. En diffusant leurs tracts, ils ont proposé de signer une pétition de soutien à Lip qui, malgré la présence des flics aux alentours, a recueilli plusieurs dizaines de signatures de travailleurs français et immigrés, de fonctionnaires, de petits commerçants, etc... Ils ont donné des autocollants aux travailleurs qui les colleront dans leurs boîtes, leurs quartiers, leurs foyers... Ils ont appelé les travailleurs à venir massivement au meeting sur Lip qui aura lieu très prochainement.

Le Comité de Soutien prévoit de s'associer à différentes manifestations publiques et d'impulser des actions pour populariser la lutte et appeler au soutien des travailleurs de Lip, envisage de nombreuses interventions sur les usines, et, sur le conseil d'un... leur immigré, il interviendra sur les foyers de travailleurs immigrés de Dijon.

Correspondant Dijon

les révisionnistes de la CGT. Après l'échec de leur tentative pour dévoyer la lutte des lips sur la défense du Programme Commun, les révisionnistes de la CGT sont prêts à utiliser toutes les manœuvres, toutes les armes pour saboter la lutte. Ils visent, eux aussi l'effritement de la lutte pour, sur cette base d'échec, faire passer leur camelote réformiste.

La victoire des lip, c'est la défaite de la ligne réformiste : il faut accepter les licenciements, ce n'est qu'en votant pour nous qu'on pourra changer quelque chose». Récupérer des bulletins de vote sur les cadavres des lips, voilà ce que veulent les révisionnistes aujourd'hui ! Face à cela, les ouvriers maintiennent fermement leur mot d'ordre : «pas un seul licenciement». Pour faire aboutir ce mot d'ordre, il faut recréer un rapport de forces, non seulement sur Lip même, mais dans l'ensemble de la classe ouvrière. La question centrale comme l'a souligné Piaget, c'est celle de l'usine de Palente. Les succès de la popularisation ne peuvent faire oublier cette réalité aux



la question décisive pour les ouvriers de lip: l'usine occupée par les flics

Po.s.r. fait peur aux révisionnistes

Comme le disent si bien les révisionnistes de la CGT : «les masques tombent». Après avoir ouvertement attaqué le Comité d'Action et à travers lui la lutte des Lip, les révisionnistes de la CGT ont tenté de discréditer l'Opposition Syndicale Révolutionnaire. L'Humanité du 9 novembre a repris les déclarations de la CGT à l'AG de jeudi qualifiant le tract de l'O.S.R. de «torchon», les syndicalistes révolutionnaires de «diviseurs». On comprend qu'avec l'échec que les révisionnistes subissent à Lip, ils s'inquiètent de voir un jour les ouvriers les chasser des syndicats.

ouvriers : aujourd'hui, ils ne sont plus dans leur usine, et c'est à partir de cette situation que la bourgeoisie laisse pourrir la lutte. L'objectif de la popularisation, comme celle de la vente des montres, ne saurait à eux seuls constituer une perspective de lutte. Ils risquent de rapidement tourner à vide, faute d'initiative sur LIP même, de devenir un dérivatif au manque de perspectives concrètes sur LIP. Aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire, pour les ouvriers de LIP, de réaffirmer dans les faits l'objectif pour lequel ils se battent : la réembauche de l'ensemble des ouvriers de Palente. C'est à partir d'une telle qu'il sera possible de mobiliser l'ensemble des travailleurs pour le soutien à la lutte des lip. C'est dans ce sens que les communistes marxistes-léninistes discutent avec les travailleurs de LIP pour déterminer avec eux les formes concrètes que cela peut prendre aujourd'hui.

OUI, A LIP ILS TIENDRONT
PAS UN SEUL LICENCIEMENT
12 Novembre 1973.

le comité d'action ... un exemple de démocratie prolétarienne motion du comité d'action

Le C.A. a subi les attaques de la CGT qui a refusé de le reconnaître et qui en fait «un groupe manipulé par des éléments extérieurs». A l'attaque de la CGT, le C.A. a répondu par un tract : «Qu'est-ce que le C.A. ? ». Les réunions ont repris pour préparer les Assemblées Générales, y faire des propositions, en tirer le bilan. Dans les réunions du CA, une telle démocratie prolétarienne existe, les ouvriers le disent : «ce n'est pas parce qu'on est de l'extérieur qu'il ne faut pas s'exprimer, ici chacun s'exprime, donne ses idées, ses propositions sur la lutte. Ce qui compte, ce sont les propositions qu'on apporte, on en discute et on détermine ensemble celles qu'on retient... C'est cela la démocratie, c'est sur ce principe qu'a toujours fonctionné le Comité d'Action et il faut continuer...»

On peut ainsi mesurer l'impact des calomnies de la CGT contre le CA manipulé par des «éléments extérieurs». Ces «éléments extérieurs», on les laisse causer, on les écoute, on est attentif à toute proposition d'action concrète et si ce qu'il dit ne vaut rien, on passe à autre chose. A la réunion du CA qui a fait suite à l'AG du jeudi 8 novembre, les travailleurs tirent le bilan : c'est positif, après les flottements qui semblaient se manifester les jours précédents : Piaget a clairement réaffirmé l'objectif des Lip : le

réembauchage à l'usine de Palente. La discussion s'engage : aujourd'hui il faut relancer le Comité d'Action, refaire des réunions systématiques, prendre la parole dans les assemblées générales. Un texte est proposé par une ouvrière définissant la position du C.A. en réponse aux attaques de la CGT. La discussion s'engage sur ce texte : «c'est leur donner de l'importance, il faut les ignorer»; d'autres : «Ce sont eux les diviseurs, ils nous attaquent, il faut répondre... En fait, à travers le CA, ce que vise la CGT, c'est discréditer la lutte de l'ensemble des ouvriers de Lip».

Les discussions sont parfois vives, mais l'unité demeure. La remise en route du Comité d'Action correspond aujourd'hui à une nouvelle étape de la lutte après la trahison ouverte de la CGT : les ouvriers donnent les moyens de continuer leur lutte, de discuter de toutes les propositions, de participer à toutes les décisions et initiatives. Le Comité d'Action n'est pas une organisation anti-syndicale : il comporte des délégués CGT/CFDT, des syndiqués, des non-syndiqués. Aujourd'hui le CA entend travailler étroitement avec la section locale CFDT et travailler dans toutes les commissions de travail existantes. Aujourd'hui commence à se discuter la nécessité d'une perspective claire d'action sur le mot d'ordre : PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

... en assemblée générale

Depuis la reprise de l'usine par les flics, c'est chaque matin de la semaine que les ouvriers de Lip se rendent à l'Assemblée Générale. Lors des réunions précédentes, la CGT a attaqué ouvertement de front le Comité d'Action et «les éléments extérieurs», aujourd'hui, l'assistance est moins nombreuse et les discussions animées se font rares. C'est dans ce contexte que s'ouvre l'AG du jeudi 8 novembre. 400 travailleurs de Lip y assistent :

A la tribune, d'un côté les délégués CFDT avec Piaget et de l'autre séparés par une chaise vide les délégués CGT. Au cours de son intervention il réaffirme à plusieurs reprises que la question centrale c'est celle de l'usine de Palente qu'il ne peut y avoir d'autre solution que la réembauche des ouvriers dans cette usine. A entendre

les applaudissements qui font suite à cette intervention, on sent bien que, malgré les pressions multiples, la trahison ouverte de la CGT, la combativité des Lip est loin d'avoir disparu. Puis c'est le compte rendu des 6 heures pour Lip à Paris : l'organisation, les débats, l'échec que rencontre la lutte... Chaque jour des travailleurs de Lip sillonnent la France et chaque fois ils reviennent plus déterminés à continuer leur combat. Un ouvrier intervient et demande des noms pour participer à un meeting dans l'Est, des mains se lèvent, on prend des noms, les ouvriers se retrouvent après l'AG pour s'organiser. Après être restée muette pendant toute une bonne partie de l'AG, la CGT prend enfin la parole. Son intervention sera courte, pas un mot sur la lutte de Lip, pas une seule

Tract diffusé par l'o.s.r.

- Comment mener notre combat quotidien contre l'exploitation ?
- Comment s'organiser pour l'aboutissement de nos revendications ?
- Comment se fait-il qu'aujourd'hui les syndicats n'y parviennent pas ?

Tels sont les nombreuses questions que se posent les travailleurs syndiqués ou non.

En effet, aujourd'hui, dans toutes les luttes pour l'aboutissement de leur revendications, les travailleurs se heurtent violemment aux directions syndicales réformistes

- A Peugeot Saint-Etienne, les ouvriers réclament 1500 F, alors que Séguy estime que 1100 F c'est suffisant !
 - A Renault, les ouvriers s'opposent à «la grille unique de l'OS à l'ingénieur» de Séguy en luttant pour des augmentations uniformes et l'application du mot d'ordre : «a travail égal, salaire égal».
 - A Besançon : à Kelton, les confédérations sabotent ouvertement la lutte pour qu'il n'y ait pas un nouveau Lip, puis la CGT exclut de ses rangs des ouvriers actifs pendant la grève.
 - à Lip : Les pressions ouvertes (SEGUY) ou sournoises (MAIRE) des Confédérations se heurtent tous les jours aux aspirations légitimes de la classe ouvrière.
- Sous la pression des travailleurs, les directions syndicales ont dû accepter les revendications des ouvriers. Pour un instant seulement, car le but des syndicats réformistes et de l'Union de la gauche, comme le dit SEGUY, est de s'appuyer sur la lutte des travailleurs pour avancer la date des élections et non pour l'aboutissement de leurs revendications.



... Le légalisme désarme le prolétariat face à tout coup de force de la bourgeoisie.

L'activité du Parti doit articuler correctement travail légal et travail clandestin. Ce n'est pas par un goût particulier de la conspiration, que les communistes énoncent ce principe, mais pour être en mesure d'assumer leurs tâches dans toutes les situations. En effet ce qui les distingue fondamentalement des réformistes tout au contraire, c'est la reconnaissance de la lutte des classes jusqu'à son terme ultime dans la société capitaliste : la révolution prolétarienne, l'instauration de la dictature du prolétariat. Cette reconnaissance se fonde sur une claire compréhension du rôle de l'Etat, sur la destruction de toutes les illusions sur la «neutralité» de l'appareil d'Etat. Au rebours : révisionnistes qui distillent le poison mortel d'un Etat au-dessus des classes, d'un Etat simple instrument entre les mains d'une majorité électorale changeable, les marxistes savent que l'appareil d'Etat dans chacune et dans l'ensemble de ses fonctions, dans chacun de ses détachements, est entièrement au service de la bourgeoisie. De cela il découle évidemment que la marge d'action du prolétariat révolutionnaire se situe dans le cadre d'institutions et de lois qui sont fixées par la bourgeoisie pour assurer sa survie. Cependant la bourgeoisie doit surmonter la difficulté d'exercer sa domination alors qu'elle ne constitue qu'une infime minorité face à la majorité qu'elle exploite. Pour consolider sa position, elle doit non seulement disposer de détachements armés destinés à assurer par la violence sa survie, elle doit aussi détourner de la révolte une large partie des exploités, par la voie de la persuasion, de la tromperie et des illusions. C'est cette fonction que remplissent le plus efficacement les réformistes. C'est pourquoi aussi la bourgeoisie doit donner un semblant de vraisemblance aux arguments réformistes, c'est à dire garantir un certain nombre de droits, de libertés qui ne valent que tant qu'ils ne rentrent pas en contradiction trop flagrante avec les intérêts vitaux de la bourgeoisie. Alors la bourgeoisie fait bon marché de ces droits et de ces libertés. Maltréssu du jeu, elle triche. En annulant les résultats d'une élection, en supprimant toutes les libertés démocratiques ou en limitant au strict minimum l'exercice de ces libertés. De plus ces libertés et ces droits, la bourgeoisie ne les a pas concédés de plein gré, elle ne les accorde que sous la pression du prolétariat en lutte, elle les rogne constamment au point qu'une action incessante du prolétariat est nécessaire pour garantir leur maintien dans toute la période où ils ne constituent pas encore un danger pour la survie même de la bourgeoisie. Au nombre de ces garanties et de ses droits, figurent le droit d'association, le droit à une certaine liberté de presse, le droit de réunion. Tous ces droits ont été conquis par le mouvement populaire contre le gré de la bourgeoisie, mais

ses droits, la bourgeoisie les présente comme des attributs absolus de son pouvoir, elle les utilise pour donner d'elle l'image favorite d'un système garantissant la liberté dans toute son abstraction. L'illusion ainsi diffusée est vivace dans les masses. Dans le même temps où la bourgeoisie établit tout un arsenal juridique pour étouffer le développement des idées révolutionnaires dans les masses, elle maintient l'ambiguïté sur la possibilité même de l'usage par les Communistes des droits de presse, de réunion et d'association : l'arsenal juridique sert à justifier telle ou telle amputation à ces droits : saisie de journaux, interdiction de manifestations, mais elle ne déclare pas tout de go qu'elle interdit toute forme d'expression du courant communiste, elle n'affirme pas clairement que les libérés qu'elle concède sont des libertés fictives : en bref, aujourd'hui la bourgeoisie n'a pas encore opté pour le fascisme. De ce fait l'activité des Communistes peut encore - partiellement et momentanément - se situer sur le terrain légal.

Un autre écueil à éviter est celui qui consisterait à bâtir la totalité du travail d'organisation et de propagande communiste sur un support clandestin, alors même que les masses ne se seraient pas convaincues par leur propre expérience de la nécessité de ce travail clandestin et qu'elles ne leur apporte pas, de ce fait, leur appui. Le rôle des communistes est alors de faire faire le plus largement possible aux masses l'expérience de la nécessité du travail clandestin, la bataille contre le légalisme ne peut se limiter à une bataille de principe, elle ne peut s'alimenter seulement d'une explication aussi cohérente soit-elle des raisons du travail clandestin, de l'organisation clandestine. Sinon, ce sont seulement des éléments isolés des masses et non des couches entières du prolétariat qui peuvent y participer, qui peuvent le soutenir. Or une organisation clandestine nécessite, à un degré beaucoup plus élevé qu'une organisation légale la participation directe, à tous les moments, des masses. La clandestinité doit être comprise et admise comme un substitut nécessaire à un travail légal devenu impossible et cette compréhension doit nécessairement être large.

Dans cette situation, il s'agit d'éviter plusieurs écueils :
- le plus fréquent est celui du légalisme. Le légalisme signifie limiter aux seuls aspects autorisés par la bourgeoisie l'activité Communiste, s'illusionner sur la possibilité de construire toute l'activité communiste sur les seuls moyens concédés par la bourgeoisie, abdiquer devant les décrets, les interdictions, les menaces de la bourgeoisie. Le légalisme participe de l'illusion que la bourgeoisie cherche à tout prix, même au prix de quelques concessions, à implanter dans les masses : l'illusion que les moyens de lutte du prolétariat sont inscrits dans la constitution, et qu'en dehors de ces moyens, il n'y a que délinquance, hors-la-loi et aventures sanglantes. Le légalisme donne des gages à la bourgeoisie en renforçant cette illusion. Il désarme le prolétariat face à tout coup de force de la bourgeoisie, face à une violation brutale de sa liberté. Le légalisme est un travers dans le mouvement révolutionnaire qui reproduit ce qui, pour le réformisme est une politique consciente. Il articule sur deux grandes idées forcées : - la bourgeoisie ne s'efforcera de réduire à néant le mouvement révolutionnaire qu'à l'approche immédiate de la Révolution, ou tout au moins qu'à un stade plus avancé de son développement, donc, misons tout pour le moment sur les formes légales de travail. La bourgeoisie interdit certaines formes de travail communiste, donc il fait tourner la difficulté en créant des formes approximatives de substitution, par exemple de vagues comités qui se substituent à une organisation interdite. Ces deux idées sont fausses et dangereuses. La bourgeoisie décide seule des violations de sa propre

Faute de remplir cette condition, la proclamation de principe du primat du travail clandestin débouche bien vite sur les pires abus du légalisme. Entre une organisation «clandestine» incapable de se lier aux masses, coupée d'elles, et les cercles d'agitation informés, mais actifs, la vie, avec le lot d'illusions qu'elle dresse, tranche dans le sens de la facilité, c'est à dire des cercles. C'est là tout l'objectif visé par la bourgeoisie. C'est en évitant ces écueils que le Parti trouve sa voie : en résolvant la question complexe de l'articulation du travail légal et du travail clandestin, le Parti doit résoudre la contradiction entre les limites opposées par la bourgeoisie à son travail et les limites de la compréhension des masses par rapport aux moyens que le Parti se donne, pour assurer toutes ses tâches dans toutes les situations et mener le prolétariat à la victoire.

COMMENT POSER LA QUESTION DU PARTI (III)

IL FAUT QUE CHAQUE TRAVAILLEUR PUISSE DONNER SON AVIS ET QUE LES DECISIONS DES OUVRIERS SOIENT RESPECTEES. NON, NOUS NE SOMMES PAS DES DIVISEURS. L'unité de la classe ouvrière, ce n'est pas l'unité de SEGUY et MAIRE ou MARCHAIS et MITTERAND, C'est l'unité des travailleurs SUR LA BASE DES REVENDICATIONS DES PLUS EXPLOITES. C'est pourquoi notre lutte vise à l'unité de tous les travailleurs qu'ils soient à la CGT, à la CFDT ou non-syndiqués.

NOUS SOMMES POUR UN SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE. A BAS LES TRAITRES SEGUY ET MAIRE ! EN AVANT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OPPOSITION SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE.

expulsions :

15 JOURS APRES L'ECHEANCE
DES MESURES GORSE

restons vigilants

15 jours après la fin des mesures Gorse, il est nécessaire de faire le point sur la tactique de la bourgeoisie:

Comme chacun l'a vu, celle-ci n'a pas, à ce jour, réalisé de « purge massive » concernant les travailleurs en « situation irrégulière ».

Pourtant on ne peut pas se faire d'illusions sur les intentions de la bourgeoisie : si elle veut appliquer la Circulaire Fontanet ; si elle veut généraliser le système d'entrée par l'ONI qui lui permet pendant le contrat d'introduction d'un an, de « posséder » le travailleur immigré comme un véritable esclave ; si elle veut imposer son système de contrôle strict de l'immigration par le moyen de l'habitat mais aussi et surtout par le renouvellement des cartes de travail et de séjour, elle doit mettre fin, ou limiter énormément l'ampleur de l'immigration « sauvage », « clandestine » et « irrégulière ».

Accepter, pour elle, un « volant » important de travailleurs « irréguliers » c'est accepter de voir par le processus accumulé des entrées ce « volant » grandir progressivement ; c'est accepter en fin de compte que son système de contrat de l'immigration vole en éclats, à court terme.

Or, nous le savons, la bourgeoisie attache une importance primordiale à l'application de la Circulaire Fontanet et au contrôle de l'immigration, elle mettra donc tout en œuvre pour réduire par tous les moyens, y compris les expulsions, le montant de l'immigration « irrégulière ».

Mais compte tenu de la riposte prévisible de la classe ouvrière, elle se trouve devant un choix tactique pour réaliser ses ambitions.

1) Soit procéder à une « compression rapide, à des expulsions massives, comme l'a fait, par exemple la bourgeoisie impérialiste allemande à l'occasion des événements de Munich, mettant des milliers et des dizaines de milliers de travailleurs immigrés dans les trains, les avions, etc...

C'est un peu à cette éventualité que la bourgeoisie française se préparait en déclenchant, le 25 août à Marseille, une campagne raciste de grande envergure.

Néanmoins, si on fait le bilan, cette campagne, du point de vue de la bourgeoisie fut un échec et n'a pas atteint les deux objectifs qu'elle visait : — dresser les travailleurs français contre les travailleurs immigrés ; entourer ces derniers d'un véritable mur de haine raciste ;

— terroriser les travailleurs immigrés. Devant ce double échec, la bourgeoisie entreprit de louvoyer reculant d'un mois l'échéance du 30 septembre.

Mais à la date du 31 octobre, la situation n'est plus favorable pour elle. — et du point de vue de la situation intérieure où la proximité des grèves contre le racisme, la mobilisation des travailleurs immigrés sur le Moyen-Orient et l'existence de nombreuses grèves communes dans les entreprises laissent prévoir, en cas de « purges » massives - des mouvements de lutte extrêmement violents.

— et du point de vue de la situation internationale où, du fait de la crise du pétrole, la bourgeoisie impérialiste française (ainsi que les autres bourgeoisies européennes) sont contraintes de faire les yeux doux aux Etats arabes. Il va de soi que des mesures de répression aigües contre les travailleurs immigrés (dont une très grande partie sont arabes) n'arrangeraient pas les affaires de la bourgeoisie sur ce front.

Dans ces conditions, il était périlleux pour la bourgeoisie de tenter d'éponger d'un coup, ou très rapidement, l'immigration « irrégulière » ou « clandestine ».

Certes, la bourgeoisie, dans l'avenir (y compris proche) peut, soit créer, soit profiter d'une situation propice pour prendre des mesures d'expulsion touchant des milliers et des milliers de travailleurs.

Néanmoins - si nous devons être extrêmement vigilant sur cette éventualité - il semble que la bourgeoisie se dirige vers une autre tactique :

2) Opérer le plus possible « en douceur », tâter le terrain, prendre des mesures d'expulsions échelonnées, etc... Dans cette perspective, la bourgeoisie n'aurait pas l'ambition de régler d'un

coup le sort de l'immigration « irrégulière ».

Il s'agirait plutôt pour elle, en frappant seulement un certain nombre de travailleurs « en situation irrégulière » de dissuader l'immigration clandestine, d'amener certains travailleurs à regagner leur pays pour revenir « en règle », et de montrer clairement à ceux qui seraient tentés de venir en France qu'il n'y ait pas d'autres solutions que de le faire par le canal de l'ONI sous peine de risquer l'expulsion.

Ne nous y trompons pas ; un tel projet de « dissuasion » suppose évidemment des expulsions importantes.

Ses tentatives d'application déboucheront nécessairement sur des luttes importantes - violentes, à la tête desquels les CACF doivent se trouver. La riposte énergique et de masse aux expulsions de 4 travailleurs turcs à Salins, celle qui se prépare à Lyon contre l'expulsion de 5 tunisiens sont là pour le prouver ; une bataille de classe dure se déroulera dans les semaines qui viennent.

Dans ces conditions, le Secrétariat appelle les CACF :

* A expliquer partout la tactique de la bourgeoisie, à montrer la faiblesse dans laquelle elle se trouve pour réaliser ses objectifs, et à inciter partout les travailleurs à répondre du tac au tac aux mesures répressives de la bourgeoisie.

* A prendre l'initiative, dès que la bourgeoisie recourt à l'expulsion sur une ville, de riposter de masse. Pas une expulsion sans une riposte de masse !

* A multiplier les assemblées débats sur les quartiers populaires avec films, diapos, chansons, etc... afin de mobiliser largement les travailleurs. Organiser partout aussi de petites réunions avec diapos (dans les cafés algériens, dans les maisons de jeunes, les foyers, les appartements) pour toucher le maximum de travailleurs. Multiplier les expositions ambulantes dans les quartiers populaires.

(Communiqué du Secrétariat National des C.A.C.F.).



lyon

5 travailleurs tunisiens sont menacés d'expulsion, dont 2 anciens grévistes de la faim de Feyzin. Motif, le non renouvellement de leurs passeports par le consulat tunisien.

S'adressant aux militants français, le consulat s'abrite derrière de soi-disant motifs administratifs insurmontables. En fait, devant les travailleurs tunisiens concernés, il vend le morceau ; ils sont indésirables en France car ils participent aux luttes de la classe ouvrière.

A l'appel de plusieurs organisations, dont les CACF, FR, les CIP, le PSU et les CFI, une manifestation est prévue pour mardi 13 novembre, samedi 10, une délégation de voitures s'est rendue au consulat tunisien pour exiger les passeports... La police s'y était également rendue, plus nombreuse. Le consul refusant de nous recevoir, une lettre lui a été transmise, signée des organisations appelant à la manifestation de mardi, pour dénoncer l'attitude du consulat tunisien, qui met lui-même la main à la pâte pour expulser des travailleurs.

Mobilisons nous largement pour faire céder la bourgeoisie sur ces expulsions.

11/11/73

caen

Dans le cadre de la préparation de la lutte contre les expulsions, le CACF de Caen a organisé un meeting-fête, popularisant nos revendications « A bas la circulaire Fontanet », « A bas le contrôle de l'immigration », « non à la fermeture du foyer de la Grâce de Dieu », « des logements décentes pour tous les ouvriers », « suppression des contrats de travail », « A travail égal, salaire égal », « travailleurs français, immigrés, une seule classe ouvrière ». Le programme arrêté par les militants du CACF essayait de joindre la nécessaire mobilisation politique de la classe ouvrière contre les expulsions à des formes vivantes de propagande. Pour expliquer pourquoi l'immigration et pourquoi la circulaire Fontanet, une grande carte géographique permettait à l'assistance de voir le jeu de l'impérialisme français, en indiquant avec des flèches les mouvements des matières premières et de la main d'œuvre. Un camarade présenta les principales revendications des CACF, chacune explicitée par un panneau. Après, nous avons eu une discussion sur les moyens de lutte.

La salle a pu participer activement au déroulement du meeting, il comprenait encore :

- un hommage à la Palestine avec lecture de poèmes palestiniens
- un groupe de chant et de musique arabe
- des chants révolutionnaires français

— un poème sur l'immigration écrit par un camarade immigré

— un film sur une grève de travailleurs immigrés

— la section locale de la FEANF est venue apporter son soutien aux CACF et a dénoncé l'impérialisme français. Un couscous accompagnait ce meeting, qui a rassemblé une cinquantaine de travailleurs. Plusieurs contacts ont été pris.

Aujourd'hui, nos perspectives sont : — confection d'une exposition sur le logement des ouvriers à Caen (taudis, foyers, HLM, logement des patrons) avec des contacts du CACF.

— Sortie du premier numéro du journal local du CACF « Mém. Combat », confectionné par des militants du CACF.

— formation d'un comité de vigilance contre la fermeture du foyer sur le quartier d'HLM voisin,

— travail sur plusieurs usines,

— mise sur pied d'un groupe de musique — chants franco-arabes.

Trouver des formes vivantes d'intervention dans les masses, mettre au travail les sympathisants et contacts du CACF, préparer activement la lutte contre les expulsions (prélude à ces expulsions, le 2 novembre, des flics en civil ont contrôlé très « poliment » les papiers des travailleurs immigrés dans les cafés de Caen ! Ce sont aujourd'hui les tâches de l'heure. CACF Caen.

besançon

Depuis le mois de septembre, les 35 travailleurs d'une entreprise de bâtiment de Besançon dont 33 immigrés n'ont pas reçu de salaire. Aujourd'hui ils n'ont plus de travail mais leur patron refuse de les licencier et leur promet un dépôt de bilan.

La semaine dernière ils ont averti le CACF et sont allés trouver la CFDT.

Ensemble nous avons défini un plan de bataille :

— aller trouver le patron chez lui pour avoir des explications et exiger des certificats de travail,

— prendre contact avec un avocat,

— demander à la municipalité une avance sur le salaire qui leur est dû,

— demander la solidarité des travailleurs de LIP.

La réalisation de ce plan est en bonne voie :

— 15 travailleurs immigrés 2 militants de l'UL CFDT et deux camarades des CACF sont allés trouver le patron qui a du céder sur les certificats de travail et doit voir l'inspecteur du travail pour les lettres de licenciement.

— Une plainte a été déposée pour les chèques sans provision que certains travailleurs avaient reçus.

— les camarades de l'UL CFDT, du CACF et un travailleur immigré sont intervenus à l'AG de LIP, vendredi matin, l'intervention a été vivement applaudie et des fonds de solidarité ont été débloqués.

Le CACF et l'UL CFDT prennent en mains la popularisation de la lutte. Nous avons commencé par des panneaux et un tract commun.

11.11.73

le colis du militant 50F

Pour la somme de 50F (frais de port compris), FRONT ROUGE offre à ses lecteurs les ouvrages suivants classés du marxisme-léninisme

- Le Manifeste du Parti Communiste (MARX - ENGELS)
- Salaire, prix, profit (MARX)
- L'état et la révolution (LENINE)
- L'impérialisme, stade suprême du capitalisme (LENINE)
- La maladie infantile du communisme (LENINE)
- Les principes du léninisme (STALINE)
- Les 5 essais philosophiques (MAO TSE TOUNG)
- Les écrits d'Ho Chi Minh (HO CHI MINH)

Avec en supplément - les 2 premiers numéros d'OCTOBRE

— 44-47 Le PCF au gouvernement

— Le trotskisme contre la révolution prolétarienne armée

Avec encore un abonnement de 3 mois à FRONT ROUGE

Si vous êtes déjà abonné, indiquez le nom d'un ami que vous

souhaiteriez voir recevoir le journal

PASSEZ VOS COMMANDES PAS UN CERCLE FRONT

ROUGE SANS SON COLIS

(versement au CCP Front rouge 31 191 14 La Source)

demande de contact

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Profession _____

envoyez cette demande à :

FRONT ROUGE BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

FRANCE

Pli normal 1 an : 40 F.

3 mois : 10 F.

Pour l'étranger écrire au journal qui complètera le tarif

Pli fermé 1 an : 80 F.

abonnement 3 mois : 10F

MOYEN-ORIENT

A BAS LE PLAN KISSINGER

Le 11 novembre, égyptiens et israéliens, sous la houlette de l'ONU, ont signé le plan Kissinger de cessez-le-feu en 6 points, Kissinger, le commis voyageur de l'impérialisme US pouvait s'estimer satisfait : cette opération est une victoire sur l'impérialisme américain.

L'Etat sioniste d'Israël est depuis des années l'allié privilégié, le pion no 1 de l'impérialisme US au Moyen Orient. Une nouvelle preuve a été fournie par le soutien US à la dernière agression sioniste, les livraisons à Israël d'énormes quantités d'armes US (livraisons qui n'ont pas encore cessé) et l'accord soviéto-US du 22 octobre qui a permis à Israël d'occuper une partie encore plus grande du territoire égyptien. Mais depuis longtemps, une âpre lutte oppose l'impérialisme US et le social-impérialisme soviétique pour l'influence sur les pays arabes du Moyen Orient. Peu de temps avant la guerre d'Octobre, Nixon avait encore été sollicité par les sociétés pétrolières US du Cartel, qui, craignant qu'une politique trop exclusivement pro-israélienne ne nuise à leurs intérêts pétroliers au Moyen Orient. La tâche assignée à Kissinger était donc délicate : permettre à l'impérialisme US d'accroître son influence en Egypte sans pour autant nuire à son alliance privilégiée avec Israël.

Le texte signé le 11 novembre tente de réaliser cette gageure. L'impérialisme US satisfait l'Egypte en permettant le ravitaillement de Suez et de la 3e armée égyptienne et en faisant une vague allusion aux lignes de cessez-le-feu du 22 Octobre : «engager des discussions afin de régler les questions soulevées par le retour aux positions du 22 octobre». Allusion suffisamment vague pour qu'Israël ne soit pas lié par une obligation de revenir à ces positions. Par contre les sionistes obtiennent le droit de contrôler le ravitaillement de la 3e armée et surtout l'échange des prisonniers.

Evidemment, Golda Meir s'est fait tirer l'oreille pour signer car, si les sionistes remplissent fort bien le rôle de gendarme que leur a donné l'impérialisme au Moyen Orient, les intérêts US et les intérêts sionistes ne concordent pas toujours exactement. L'objectif des sionistes était, comme ils l'ont plusieurs fois répété, de «casser les os» aux armées arabes. L'impérialisme US, quant à lui, tout comme le social-impérialisme soviétique, après avoir tiré tout le profit possible de la dernière guerre, veut maintenant à tout prix le retour à une situation de «ni guerre ni paix», c'est à dire, le maintien d'une menace permanente de l'Etat sioniste agresseur et expansionniste sur les peuples arabes, le maintien, dans chacun des deux camps, d'une importante armée qui met Israël, comme les pays arabes à la merci de l'aide, donc de la volonté des deux superpuissances. Voilà qui explique pourquoi les réticences sionistes ont été bien vite aplanies... Il a suffi d'une visite à Tel Aviv de Sisco, commis-voyageur US en second.

Finalement, les sionistes auraient eu bien tort de refuser ce plan Kissinger, qui leur est largement favorable. En premier lieu, le plan Kissinger rompt l'unité du front arabe. Cette unité du front arabe avait pourtant été un facteur important des échecs essuyés, pendant les 15 premiers jours de la guerre, par Israël, écartelée entre le front du Golan, le front du Sinaï et le front palestinien. En deuxième lieu, le plan Kissinger crée, en vue des négociations à venir, un rapport de forces favorable à Israël. Le grand atout des égyptiens était les prisonniers israéliens : ils s'en séparent et on comprend pourquoi les sionistes tenaient tant à récupérer leurs soldats prisonniers. Par contre les sionistes conservent intact leur principal atout, leur présence sur la rive ouest du canal, sur une portion importante du territoire égyptien.

Le plan Kissinger sert les intérêts US au Moyen Orient, il préserve ceux de l'Etat sioniste, par conséquent il va contre les intérêts des peuples arabes.

La volonté des peuples arabes, c'est de récupérer leurs territoires occupés par Israël. De cela il n'est bien entendu pas question dans le plan Kissinger et bien au contraire, le rapport de forces qu'il crée en faveur d'Israël ne laisse rien présager de bon pour les peuples arabes lors de la prochaine négociation. Quant au rapprochement égypte-US il ne laisse rien entrevoir de positif non plus pour le peuple égyptien, car la politique de balance entre les deux impérialismes que tentent à nouveau les dirigeants égyptiens, n'a jamais libéré aucun peuple du joug de l'impérialisme. Mais la mobilisation des peuples arabes s'est renforcée pendant ces trois semaines de guerre et leur détermination à chasser l'occupant fera inéluctablement échouer toutes les manœuvres des deux superpuissances.

REVOLUTION
JUSQU'À LA
VICTOIRE

Les rumeurs les plus diverses sont répandues sur l'attitude de la Résistance Palestinienne face au cessez-le-feu, aux négociations «Le Monde» spécialiste de ce genre de tuyaux crevés, laisse même entendre que l'OLP reconnaîtrait l'existence de l'Etat d'Israël. N'en déplaise à tous les chantres du sionisme, quelques soient les discussions qui se déroulent, même si l'OLP discute actuellement de sa participation ou non à des négociations, elle n'a jamais renié les objectifs fondamentaux de la Révolution Palestinienne.

Bassam Abou Sharif, porte-parole de l'OLP, le répétait encore dans l'interview (*) qu'il nous a récemment accordée : «la seule chose que nous accepterons ; et si on nous l'offre à la table de négociation, on ne dira pas non ; parce qu'on fait pas la guerre pour la guerre... La seule chose, c'est la création d'un Etat palestinien démocratique, c'est à dire la disparition de l'Etat sioniste. Si les négociateurs nous disent : d'accord, voilà l'Etat palestinien sur un plateau, nous n'attendrons pas pour mettre de côté nos Kalachnikov, mais vraiment j'en doute fort.»

INTERVIEW DE BASSAM ABOU SHARIF

(*) Publiée dans le No 90 de Front Rouge, était devenue complètement incompréhensible par suite d'une erreur de mise en page à l'imprimerie. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et des militants de la Résistance Palestinienne. Etant donné l'importance de ce document, nous le rééditerons à part. Il est actuellement sous presse et sera acheminée à tous nos abonnés et à tous nos diffuseurs.



La population de Damas déterminée à châtier les agresseurs

les 9 européens...
...amis des
peuples arabes...
...ou de leur pétrole

On dit que les toxicomanes sont prêts à tout pour obtenir leur dose de drogue, apparemment il en est de même pour les impérialistes en période de manque de pétrole. C'est ce que prouve en tous cas la dernière déclaration des 9 pays européens. Cette déclaration, favorable aux pays arabes, souligne «l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force», «la nécessité pour Israël de mettre fin à l'occupation territoriale qu'il maintient depuis le conflit de 67», et parle même des «droits légitimes des palestiniens».

Ont signé cette déclaration les représentants de sionistes aussi notoires que le premier ministre néerlandais et danois qui se sont ouvertement déclarés amis d'Israël, ou que le «socialiste» Willy Brandt qui se pavane à Londres avec son «camarade» François Mitterrand, aux côtés de Golda Meir, à une réunion de l'Internationale «socialiste». Ce qui prouve, premièrement que la déclaration des 9 n'est pour eux que parole en l'air, deuxièmement qu'ils ont vraiment besoin de pétrole.

En effet, le pétrole en provenance du Moyen Orient représente 65% de la consommation de pétrole européenne.

Le robinet du Moyen Orient coupé et c'est la paralysie très rapide de l'Europe. Déjà les Pays-Bas, qui avaient multiplié les manifestations de soutien à Israël, ne reçoivent plus une seule goutte de pétrole arabe. La France espère, grâce à sa politique «pro-arabe», échapper à la pénurie, et effectivement, son ravitaillement est jusqu'à présent normal. Mais elle n'est pas à l'abri non plus d'une réduction de ses livraisons. Ne serait-ce que parce que toutes les compagnies pétrolières sont en étroites liaisons entre elles et que, par exemple, la France reçoit une partie de son pétrole de Rotterdam, port hollandais aujourd'hui bloqué. Tout cela valait bien une déclaration. Quelles que soient les motivations de cette déclaration, elle constitue un fait positif, contribuant à l'isolement diplomatique de l'Etat sioniste, déjà bien avancé avec la rupture des relations par la quasi-totalité des pays d'Afrique. Mais les pays arabes ne se contentent pas de belles paroles : «il faut désormais des mesures concrètes et non plus des déclarations de bonne volonté» écrit «El Moudjahid». Ces mesures concrètes ne sont pas encore arrivées, c'est pourquoi le boycott des Pays-Bas continue et celui du Danemark se renforce.

le pétrole arabe appartient aux peuples arabes

Crise du pétrole, pénurie de l'énergie... Le bluff bat son plein. «Des juifs contre du pétrole» titre une tribune libre du «Monde». En réalité en dépit de toute la propagande anti-arabe, la situation actuelle était prévue depuis longtemps et elle n'a qu'une seule cause : le pillage sans vergogne par les puissances impérialistes des richesses pétrolières des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Depuis longtemps déjà, les sociétés pétrolières du Cartel, dominé par l'impérialisme US, puisaient sans compter dans des réserves pétrolières qui ne leur appartenaient pas, moyennant de ridicules pourboires versés aux pays propriétaires des champs pétrolifères. Depuis quelques années, le social-impérialisme soviétique était venu se joindre au gang des pillards de pétrole du Moyen Orient. Et pourtant l'URSS, tout comme les USA, possède d'importants gisements de pétrole. Pourquoi donc aller piller d'autres pays ? Tout simplement pour garder ces gisements en réserve, on ne sait jamais. Et surtout parce que l'exploitation du pétrole du Moyen-Orient revient bien moins cher que n'importe quel autre, d'où d'importantes sources de profit.

Les pays producteurs de pétrole ont décidé de mettre un terme à ce pillage. Regroupés au sein de l'OPEP, ils exigent depuis 3 ans que ce pétrole leur soit payé à un plus juste prix et que les gisements soient exploités avec

plus de réserve. L'augmentation du prix du pétrole et la réduction des livraisons étaient donc à prévoir. Les sociétés pétrolières le prévoient en tout cas et s'y sont préparées depuis longtemps. Leur seul souci étant de faire durer le plus longtemps possible les énormes profits qu'elles retirent du pétrole du Moyen-Orient, elles y sont apparemment parvenues puisqu'elles ne semblent pas trop se plaindre de la situation actuelle. Les sociétés pétrolières sont soucieuses de leur avenir : elles savent bien que le pétrole du Moyen-Orient n'est pas éternel. Il représente aujourd'hui 30% de la production mondiale et 50% des réserves. Mais au rythme actuel, ces réserves seront épuisées d'ici 1980 et de toute façon les compagnies risquent de voir les pays arabes couper ou réduire le robinet bien avant. Voilà pourquoi les compagnies pétrolières ont investi ailleurs qu'au Moyen Orient (y compris aux Etats-Unis) pour exploiter d'autres gisements, et elles s'intéressent de plus en plus aux autres sources d'énergie (elles possèdent près de 50% des mines d'uranium).

Seulement aujourd'hui, tout cela est bien moins rentable que le pétrole du Moyen-Orient. Augmenter les prix de vente des produits pétroliers a donc un double intérêt pour les sociétés pétrolières. D'une part rendre compétitifs les autres gisements de pétrole, et dans l'avenir les autres sources d'énergie. D'autre part

récupérer sur le consommateur les augmentations de taxe qu'elles doivent verser aux pays producteurs. C'est ainsi qu'en France, le prix de l'essence a été augmenté de 10c : or, sur 1,25 f que coûte le litre d'essence, 10 c. seulement vont au pays producteur, c'est à dire que les compagnies ont non seulement répercuté la totalité de la hausse mais qu'elles en ont même rajouté pour leur compte personnel (qui représente 25% du prix de l'essence).

C'est pour obtenir ce résultat que, depuis plusieurs mois, les sociétés pétrolières multiplient les pressions pour obtenir des différents gouvernements occidentaux une hausse du prix des produits pétroliers. Ces pressions ont même été, en France, jusqu'à créer la pénurie, en réduisant volontairement les livraisons, en attendant les hausses espérées.

La guerre au Moyen-Orient et les mesures décidées à Koweït par les pays arabes producteurs de pétrole, ont été l'occasion pour les gouvernements des pays capitalistes, de faire passer les hausses et d'en faire retomber la responsabilité sur les peuples arabes.

Non, les responsables des hausses de l'essence, du fuel domestique qui sera répercutée sur les charges de chauffage... ce ne sont pas les peuples arabes, ce sont les trusts impérialistes qui ont pillé pendant des années les richesses du tiers-monde et veulent faire payer aux peuples des pays capitalistes les coups qu'ils reçoivent.

LE G.R.P. RIPOSTE A LA REPRISE PAR THIEU DE LA GUERRE OUVERTE

Le 7 novembre, le général Thieu a fait un pas de plus vers la reprise ouverte des combats au Viet Nam en faisant bombarder la ville de Loc Ninh, en zone libérée, à une centaine de km au Nord de Saïgon : 67 maisons ont été détruites, les bombardements ont fait 32 tués et 70 blessés. D'autres bombardements massifs ont été effectués à Bo Duc, près de la frontière cambodgienne. Le lendemain 8 novembre, des avions de reconnaissance américains de type SR 71 ont survolé la République Démocratique du Viet Nam, en particulier les Villes de Hanoi et Haïphong. Le même jour, le belliste Thieu déclarait sans ambage : « la 3e guerre d'Indochine a déjà commencé ». En fait, comme le disait M. Ly Van Sau, porte-parole de la délégation du GRP à Paris, « depuis la signature de l'Accord de Paris, l'administration de Saïgon n'a cessé à aucun moment, dès la première minute, de violer le cessez-le-feu, selon une courbe ascendante qui a atteint au mois d'octobre le niveau le plus grave. Il n'est pas inutile de rappeler que, du jour de la signature de l'Accord jusqu'au 20 Octobre, l'administration de Saïgon a violé 261 266 fois le cessez-le-feu, avec 32.473 opérations d'empiètement des zones du GRP, 33.991 opérations de bombardements et de pillonnage et plus de 183.000 opérations de police ». L'armée saïgonnaise a lancé plus de 45.000 attaques dites « préventives » dont de nombreux bombardements contre des régions se trouvant profondément dans la zone sous contrôle du GRP. Récemment encore, l'administration de Saïgon a eu l'impudence d'utiliser l'aérodrome de Rang-Rang, se trouvant dans la zone sous contrôle du GRP

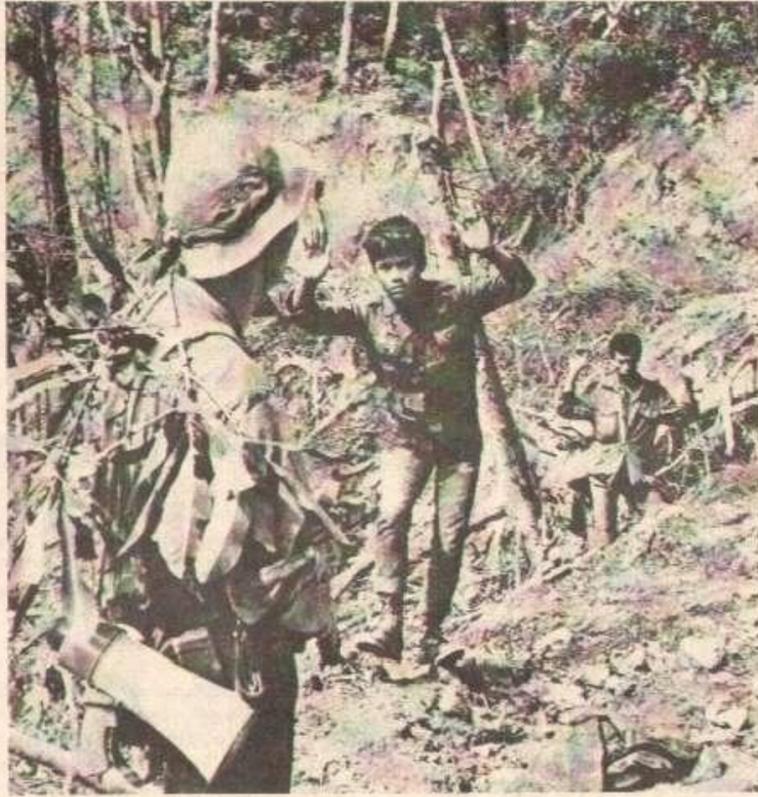
comme « champ de tirs et de bombardements libres » pour son aviation, violant ainsi d'une façon extrêmement effrontée la souveraineté et le territoire du GRP. L'administration de Saïgon n'a donc pas un seul jour renoncé à sa politique d'agression contre les zones libérées, sabotant ainsi de plus en plus gravement les Accords de Paris, et ceci contre les aspirations de la population sud-vietnamienne à la paix, à la démocratie et à la concorde nationale. La raison de cette politique de guerre est évidente : une atmosphère de paix n'apporterait rien de bon pour la clique au pouvoir à Saïgon et ses maîtres de Washington. En effet, elle permettrait aux forces de paix au Viet Nam du Sud de se développer encore plus largement, et c'est ce que craint par dessus tout l'impérialisme US. L'isolement de Thieu, de plus en plus manifeste, le succès de la propagande du GRP en faveur de la paix, de la démocratie et de l'indépendance nationale, le renforcement de la 3e composante, illustré par la libération de Mme Ngô Ba Thành qui a pu tenir un meeting en plein Saïgon, tous ces signes d'échec inquiètent fort l'impérialisme US. C'est pour cette raison qu'il a donné le feu vert à toutes les opérations de l'armée saïgonnaise, car il n'a toujours pas renoncé à perdre le Viet Nam du Sud. C'est lui le principal responsable de la reprise de la guerre : il suffit pour s'en convaincre d'examiner l'aide militaire qu'il a continué de déverser à flot au régime de Thieu : depuis janvier, 500.000 tonnes d'armes et de munitions (150.000 tonnes de bombes pour l'aviation, 200.000 t. d'obus pour l'artillerie, 150.000 t. de munitions pour l'infanterie), 500 avions (tous les avions F5 sortis des chaînes de fabrication partent immédiatement au Sud Viet Nam), 600 tanks et blindés 600 pièces d'artillerie. Pour faire fonctionner ce matériel, il a envoyé de nouveaux militaires renforcer les rangs des 20.000 américains toujours en service au Viet Nam (3.500 « conseillers » américains dans le

Ministère de la Défense de Thieu, 9000 dans différentes unités de l'armée, 1500 dans la police, 800 dans les « services de pacification »...). A l'heure actuelle, les navires US déversent sans discontinuer des armes à Da Nang et Cam Ranh, au rythme de 8.000 tonnes de bombes et de munitions par mois. Dans ces conditions, on peut penser que les appels de Thieu comme celui du 1er novembre où il déclare qu'« il pourrait demander une reprise de l'appui sérieux américains », ont de fortes chances d'être entendus, puisqu'ils s'adressent à ceux-là même qui les soufflent.

Devant l'aggravation de la situation résultant des innombrables violations des Accords de Paris par Saïgon, le GRP a déclaré que s'il a fait preuve de la plus grande retenue, il ne peut rester les bras croisés devant les attaques. « Le GRP est résolu à châtier les violations de l'Accord, n'importe où au Sud Viet Nam, sous les formes et avec les forces appropriées ». Les FAPL ont pour ordre de « reprendre tous les secteurs illégalement occupés par Saïgon après le cessez-le-feu, de contre-attaquer résolument et de faire échouer toutes les opérations de grignotage de l'armée de Saïgon, dans une défense résolue de la zone libérée ; de combattre aux

côtés de leurs compatriotes pour faire échouer les opérations de pacification et les opérations tendant à piller le riz, à forcer les jeunes à la conscription et à entasser les gens dans des camps de concentration, et pour aider la population à défendre sa vie et ses biens ».

Déjà les patriotes ont repris le 4 novembre les positions importantes de Bu Bong et de Bu Prang (province de Quang Duc). Le même jour, ils ont bombardé à la roquette l'importante base de Bien Hoa, base de départ de tous les bombardements sur les zones libérées, qui aurait dû être démantelée par les américains, mais qui en fait a été cédée telle quelle aux fantoches. Cette riposte n'a pas été sans inquiéter Thieu, car elle lui a montré que le GRP n'est pas prêt à le laisser faire. Toutes ses tentatives sont vouées à l'échec. Mis à mal dans les régions qu'il « contrôle », par différents mouvements de lutte, en particulier des paysans qui opposent un refus systématique aux rafles de riz dans le Nambo occidental, organisant des manifestations (comme à Ben Tré le 10 septembre), Thieu va également à l'échec dans ses agressions contre la zone libérée. Il trouvera en face de lui une armée populaire déterminée à chasser complètement l'impérialisme US du Viet Nam.



10000 GRECS MANIFESTENT CONTRE LA CLIQUE FASCISTE

Dimanche 4 novembre le peuple grec est descendu massivement dans la rue pour manifester son opposition à la dictature fasciste des colonels grecs, junte militaire imposée par l'impérialisme yankee comme au Chili. L'occasion de cette manifestation a été la commémoration du 5e anniversaire de la mort de Papandréou, dirigeant d'un parti bourgeois qui avait été brutalement écarté du pouvoir par l'avènement de la junte en 1967. 10.000 personnes s'étaient rassemblées : les allocutions traditionnelles prévues n'ont pu être prononcées face à la forte combativité des masses qui ont rapidement transformé cette cérémonie en une manifestation de rue anti-fasciste. Des milliers de personnes se sont dirigées au centre de la ville scandant des mots d'ordre contre la junte au pouvoir : « A bas Papadopoulos » ; « la junte au poteau », « le fascisme ne passera pas », « les yankees au Texas ». Ils ont forcé des barrages de police et ont opposé aux flics des barricades. La répression a été violente : une cinquantaine de blessés. Après le mouvement étudiant de fin 72, c'est la plus importante manifestation de masse contre la dictature fasciste des colonels depuis 1967. Elle avait été précédée de manifestations anti-US, elle a été suivie le 8 novembre d'une nouvelle manif. de 2.000 personnes dans le centre d'Athènes pour réclamer la libération des manifestants arrêtés. Cette puissante mobilisation est la preuve qu'une dictature fasciste sanglante le plus féroce ne peut jamais étouffer la volonté d'un peuple qui aspire à l'indépendance et à la liberté. A BAS LA DICTATURE DES COLONELS GRECS YANKEES-FASCISTES. VIVE LA JUSTE LUTTE DU PEUPLE GREC

paris :

succès du meeting pour l'Espagne républicaine

Samedi 10 novembre à la Mutualité, le Comité pro-FRAP de Paris, l'ARDE (Action Républi. Démocratique Espagnole), avec la collaboration du CERAP, organisaient un meeting pour célébrer l'anniversaire de la défense de Madrid. (7 nov 1936).

Une mobilisation intensive, (affiches, tracts...) a précédé ce meeting qui a connu un grand succès : 1 millier de personnes dont plus de la moitié de travailleurs et intellectuels espagnols, jeunes et « anciens », se mêlaient, toute la salle très militante vibrant d'enthousiasme. Le caractère internationaliste du meeting s'est traduit par de nombreux messages de soutien, dont celui de Front Rouge.

Le camarade du Comité pro-Frap, longuement applaudi, a rappelé le rôle décisif des traîtres de la « 5e colonne » dans la chute de Madrid. Après avoir développé la ligne du FRAP visant à unir toutes les forces révolutionnaires et démocratiques contre le régime yankee franquiste et son successeur désigné le « Bourbon baveux » Juan Carlos, il a souligné la montée impétueuse des luttes populaires en Espagne et l'ampleur de la lutte contre la répression (qui a coûté la vie à Cypriano MARTOS militant du PCE (ml) ; membre du FRAP). Dans ces luttes la ligne traîtresse des réformistes et révisionnistes espagnols se démasque de plus en plus.

L'orateur de l'ARDE a salué dans le FRAP, la digne continuateur de la lutte héroïque du peuple espagnol. Il a dénoncé, outre la criminelle intervention des fascistes italiens et des nazis, les « crimes par omission » des démocraties occidentales (dont la France du Front Populaire). Pour terminer il a rappelé les 4 grands principes qui sont à la base de la plate-forme commune signée par le Comité coordinateur pro-FRAP et l'ARDE : La République est un droit du peuple espagnol ; le droit inaliénable du peuple espagnol à sa souveraineté, à son indépendance ;

Un ouvrier espagnol du bâtiment ; militant de l'Opposition Syndicale Ouvrière, OSO, membre du Comité pro-FRAP, a fait l'historique de la grève de 100.000 ouvriers du bâtiment à Madrid dirigée par l'OSO et le Comité pro-FRAP. Il a souligné l'échec des tentatives réformistes pour briser la grève (2 jours de grève puis 1 jour de travail, propagande auprès des piquets de grève pour reprendre le travail, etc...). Les commissions ouvrières alignées sur les réformistes, se discréditent de plus en plus, tandis que l'influence de l'OSO et du FRAP ne cesse de grandir avec le succès des grèves révolutionnaires.

Après l'intervention finale, du CERAP montrant la collusion de l'impérialisme français et de sa presse avec le franquisme, de nombreux groupes ont continué à discuter autour des stands dont celui de Front Rouge et de l'Opposition Syndicale Révolutionnaire. Bref, le succès de ce meeting est le fidèle reflet de l'influence grandissante du FRAP en Espagne et du succès de ses mots d'ordre dans les masses :

- A BAS LE YANKEE-FRANQUISME !
- VIVE LA REPUBLIQUE POPULAIRE ET FEDERATIVE !
- FRAP, FRAP, FRAP, GUERRA POPULAR !

turquie :

SOUS UN MASQUE OU SOUS UN AUTRE LA REPRESSION FASCISTE SE POURSUIT

Les dernières élections en Turquie ont donné la majorité au « Parti Républicain du Peuple », qui se présente comme « libéral » et soutient une association plus étroite avec le marché Commun.

En fait, rien n'a changé fondamentalement dans le régime fasciste inféodé à l'impérialisme US. La façade « libérale » du PRP, qui avait pu tromper certains éléments « petit-bourgeois », s'effondre dès le lendemain des élections :

- alors que le PRP promettait l'amnistie générale, son chef, Bulent Ecevit, annonce aujourd'hui qu'elle ne concerne pas les militants révolutionnaires qui subissent emprisonnement, tortures et assassinats depuis le coup d'Etat de 71.

- les généraux évincés du pouvoir sont remplacés par d'autres, moins voyants parce qu'ils sont en retraite, et par des agents de la MIT (police secrète).

- les groupes anti-guerilla restent stationnés autour des bases US, menacés par la colère du peuple, tandis que le peuple kurde reste sous la botte du quadrillage de l'armée. C'est dire à quel point la soi-disant réforme agraire promise par le PRP pendant sa campagne n'était que de la démagogie. Pour les villages qui se dépeuplent, au fur et à mesure que les paysans pauvres, chassés de leurs terres, sont

contraints à s'expatrier, la situation restera la même.

En fait, l'enjeu de ces élections n'était pas le retour à certaines formes de démocratie bourgeoise. Il s'agissait seulement de savoir s'il fallait donner au fascisme un habit civil à la place de son uniforme, et accorder de plus grands avantages aux impérialismes européens (surtout allemand), sans toucher au caractère dominant de l'impérialisme US. C'est chose faite, et le PRP peut aujourd'hui constituer son gouvernement civil et annoncer « l'ouverture » à l'Europe.

Cependant les peuples de Turquie n'ont pas été trompés par la comédie des élections : le mot d'ordre de boycottage lancé par le Front Uni Patriotique de Turquie a été suivi dans les campagnes où des villages entiers se sont abstenus. La mobilisation anti-impérialiste demeure grande comme on a pu le voir à l'occasion de la guerre au Moyen-Orient : des milliers de volontaires se pressaient aux frontières pour aller participer au combat des peuples arabes ; et les révolutionnaires emprisonnés, affaiblis par les privations et les souffrances, n'ont pourtant pas hésité à demander de donner leur sang pour le front. Cette mobilisation est éloquent : le peuple turc brûle aujourd'hui de s'engager sur les traces du peuple palestinien, dans la voie de la guerre populaire contre l'impérialisme.